Surveillance et exécution des mesures

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Articulation avec la restriction du prêt et du staking

La restriction du prêt et du staking des jetons des clients de détail fait formellement partie du régime de ségrégation des Payment Services Regulations. Elle s'inscrit néanmoins dans le même ensemble que les lignes directrices sur l'accès des consommateurs. Un prestataire DPT ne peut ni prêter, ni mettre en staking, ni grever de quelque autre manière les jetons appartenant à des clients de détail, que ce soit pour son propre compte ou sur instruction du client. Il peut continuer à offrir ces services aux investisseurs qualifiés et institutionnels.[1] Le chapitre VIII examine en détail cette restriction et ses conséquences pour les produits de rendement.

Les mesures sont mises en œuvre par trois voies. La première est la licence elle-même. La Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) a inscrit les exigences de protection des consommateurs dans les conditions des licences DPT accordées depuis 2023. Un manquement constitue donc la violation d'une condition de licence au sens de la section 20 du Payment Services Act (PSA) et peut entraîner des injonctions, des conditions supplémentaires, une suspension ou un retrait.[2] La deuxième tient au statut propre

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

des Guidelines. Celles-ci ne sont pas du droit contraignant, mais la MAS indique dans chacune d'elles qu'elle tiendra compte de leur respect pour apprécier l'honorabilité et la compétence et pour décider d'accorder ou de renouveler des approbations. Un titulaire qui ignore la PS-G03 met donc en jeu la position de sa direction auprès du régulateur, même en l'absence de violation d'une condition. La troisième voie est l'inspection. Depuis 2024, la MAS inclut dans le périmètre de ses inspections des titulaires de licences DPT les registres des évaluations de la sensibilisation aux risques, l'interdiction des incitations et les approbations des actions de commercialisation. Elle a exigé des mesures correctives lorsque les registres étaient incomplets.

Les mesures interagissent aussi avec le droit privé. Un client de détail admis sans évaluation de la sensibilisation aux risques, qui a reçu une incitation ou s'est vu accorder un crédit en violation des Guidelines, ne dispose d'aucune action fondée sur le Payment Services Act. Il peut néanmoins invoquer ce manquement comme preuve d'une négligence ou d'un défaut de conformité au standard d'un prestataire raisonnable. La procédure de traitement des réclamations exigée par les Guidelines lui ouvre en outre une voie documentée vers la médiation ou les tribunaux à Singapour. Les juridictions singapouriennes n'ont pas encore tranché d'affaire dans laquelle une violation de la PS-G03 aurait été invoquée. L'utilisation analogue des lignes directrices de la MAS dans les affaires de conseil financier laisse toutefois penser que les tribunaux traiteraient les Guidelines comme la norme du secteur.[3]

Notes

1. MAS, communiqué de presse du 3 juillet 2023 (précité) : la MAS interdira aux prestataires de services DPT de faciliter le prêt et le staking de jetons DPT par leurs clients de détail, ces activités restant accessibles aux investisseurs institutionnels et qualifiés. ↩
2. PSA, sections 20 (conditions de la licence), 25 (retrait ou suspension de la licence) et 102 (pouvoir d'injonction), appliquées aux violations des conditions de protection des consommateurs. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

3. Voir le traitement des lignes directrices de la MAS comme preuve du standard de diligence dans les affaires de négligence en matière de conseil financier, examiné à la partie J, chapitre VI. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com